



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (Lénine)

CERCLE pour la construction du Parti et de  
l'Internationale ouvriers révolutionnaires

Enseignement public - 12 avril 2003

**En commençant de s'engager, dans tous le pays, dans la grève, enseignants et personnels ont signifié à l'adresse des dirigeants syndicaux de l'éducation, à commencer par ceux de la FSU (SNES, SNU, etc.) : "nous sommes prêts".**

**Ils signifient à l'adresse des dirigeants syndicaux:**

**Assez de discussions avec le gouvernement!**

**Assez d'actions éclatées, locales, "reconductibles", assez de division!**

**Appelez dans l'unité à la grève générale jusqu'à satisfaction**

**- Pour la défense du code des pensions, retrait de la "réforme" des retraites!**

**- Aucun transfert de personnel, de compétences, non à la "décentralisation"!**

Le 3 avril, Raffarin s'exprimait au soir d'une nouvelle "journée d'action" dont les initiateurs, dirigeants CGT, FO, FSU, SE-UNSA, affirmaient qu'elle avait pour but de "peser sur les choix du gouvernement avant qu'il ne les arrête". Mais le 3 avril au soir, Raffarin l'a dit sans ambages: "j'irai jusqu'au bout", "je tiendrai la réforme des retraites, la réforme de l'assurance-maladie et la réforme de l'Etat avant la fin de l'année 2003".

**Le gouvernement veut "aller jusqu'au bout"? Il faut le combattre, le vaincre, le faire capituler.**

Qui peut honnêtement dire que les "choix" du gouvernement ne sont pas arrêtés? Sa "réforme" des retraites est parfaitement connue (et déjà engagée à EDF-GDF). C'est la liquidation du code des pensions et des régimes spéciaux, l'alignement sur le régime général (création de caisses de retraite, passage à 40 annuités, baisse des pensions, hausse des cotisations). Et en faisant sauter ce verrou, il instaurerait l'allongement automatique de la durée de cotisation, pour le public comme pour le privé.

En poursuivant les "discussions" depuis des mois avec le gouvernement sur la question au lieu de sonner l'alarme et de préparer le combat, les directions syndicales ont déjà fait gagner un temps précieux au gouvernement. Et elles continuent: de nouvelles rencontres doivent avoir lieu du 18 au 22 avril, et une réunion du groupe confédéral est encore prévue le 28. Les dirigeants confédéraux et fédéraux CGT, FO et FSU font mine d'attendre le projet de loi final? Mais il ne doit être adopté que le 28 mai en conseil des ministres, et voté le cas échéant par les députés UMP en juillet!

C'est aussi à l'été que le gouvernement UMP veut faire voter la loi de "transfert de compétences", qui, dans le cadre de la décentralisation, organise la suppression de 150 000 postes de fonctionnaires d'Etat, vers la disparition ou la privatisation de leurs missions sous la houlette des Régions et du patronat (la liquidation du corps des MI-SE l'indique parfaitement).

Enfin le gouvernement a fait savoir qu'il prépare pour l'automne un budget sabrant des milliers de postes dans tous les ministères, une contre-réforme de dépeçage de l'assurance maladie.

Mais les personnels savent à quoi s'en tenir sur la nature des "réformes" gouvernementales. Ils savent que le prétexte de la "démographie" (en ... 2040!) n'est avancé (et relayé scandaleusement par les appareils syndicaux) que pour masquer le fait que l'Etat et les patrons veulent payer toujours mois pour les régimes de retraite. Ils sentent que le seul but de la "réforme" des retraites est de détruire ce que les fonctionnaires et les personnels des entreprises publiques ont défendu avec succès en novembre-décembre 1995. Que la "décentralisation" est une opération de destruction de la fonction publique d'Etat. Et ils savent qu'il faudra combattre et vaincre le gouvernement. C'est pourquoi ils multiplient dans de nombreux départements grèves et manifestations.

C'est pourquoi, dès le 3 avril, l'assemblée générale des grévistes de Montpellier adoptait la motion suivante:

*" L'AG des personnels de l'enseignement réunie à Montpellier le 3 avril d'adresse aux dirigeants des confédérations, des fédérations de fonctionnaires, des syndicats de l'Education Nationale*

*- Exigez l'abandon de la contre-réforme des retraites, de la décentralisation, de la casse des statuts, des licenciements.*

*- Cessez sans délai les discussions sur les retraites avec le gouvernement, qui ne débouchent sur aucune prise en compte des revendications que vous défendez au nom des personnels.*

*- Appelez contre les projets gouvernementaux à la grève générale de l'Education Nationale et de la fonction publique."*

*(adopté par environ 360 pour, 1 contre, 3 abstentions, 4 refus de vote)."*

Les enseignants de Montpellier ont raison. Alors, que répondent les directions syndicales?

Un communiqué commun FSU-CGT-FAEN-CFDT du 11 avril appelle à une nouvelle journée de grève de 24 heures le 6 mai – la direction de la FSU envisageant aussi manifestation nationale sur la décentralisation! - , et à "étendre les mobilisations en cours".

"Etendre"? Fractionner, plutôt. Toutes les directions des syndicats et fédérations de l'enseignement démultiplient les actions: catégorielles, "spectaculaires", départementales, assaisonnées de "temps fort" d'une journée, le tout "reconductible", c'est à dire s'opposant totalement à un appel national à la grève, comme l'a affirmé sans gants la direction du Snes dans l'académie de Poitiers, le 9 avril:

*"D'aucuns auraient souhaité de la direction nationale un mot d'ordre encore plus direct, pourtant antinomique de*

*l'idée même de reconduction décidée par des AG d'établissements ou départementales."*

Dans le même temps, les dirigeants de la FSU demandent encore au gouvernement " le temps et les moyens d'un véritable débat" sur la question des retraites (communiqué FSU). Débattre et non combattre. Et tous poursuivent les discussions avec le gouvernement UMP, indiquant que ce qu'ils cherchent, ce n'est pas à briser son offensive, mais à s'entendre avec lui.

Le gouvernement a déclaré la guerre aux enseignants, aux fonctionnaires, à tous les travailleurs. En temps de guerre on ne discute pas avec l'état-major ennemi des modalités de son offensive, on rompt avec lui et on le combat.

**Ce que les personnels attendent**, ce n'est pas que les dirigeants syndicaux leur disent de "reconduire" dans leur coin, à l'aveuglette, une multitude de grèves émietées et donc impuissantes.

La "grève reconductible", c'est la division, département par département, établissement par établissement, au sein de chaque établissement, de chaque école, entre grévistes et non-grévistes.

**Ce que les personnels attendent**, qu'ils entrent en grève ou non faute d'appel clair des sommets syndicaux, **c'est que les dirigeants FSU(SNES, SNU, UNATOS), SE, SNAEN, FNEC-FO, FERC-CGT :**

**cessent les pourparlers avec le gouvernement  
et jettent tout leur poids dans la balance en appelant dans l'unité  
à la grève générale de l'enseignement public.**

C'est nécessaire, c'est possible. En entrant en grève dans de multiples départements, les enseignants ont largement démontré qu'ils étaient prêts à répondre à l'appel uni des organisations syndicales à la grève générale de l'enseignement public. Aussi s'agit-il aujourd'hui de multiplier les initiatives à tous les niveaux (motions d'AG, délégations, etc.) pour dicter aux dirigeants syndicaux cette exigence.

**Si les dirigeants y appellent, dès le 6 mai la grève générale de l'enseignement public peut être totale. C'est leur entière responsabilité.**

**La grève générale de l'enseignement public ouvrirait en grand la voie à la grève générale de la fonction et des entreprises publiques, pour la défense des régime de retraite, contre tout transfert de personnels et de compétence, la "décentralisation", contre les suppressions de postes.**

**Seule la grève générale pourra faire capituler  
le gouvernement Chirac-Raffarin.**

C'est sur cette orientation que combattent aujourd'hui les militants de notre Cercle dans toutes les académies où ils interviennent. Et il faut le dire, à l'heure actuelle, aucun parti ou organisation ne combat sur la ligne d'imposer l'appel uni des organisations syndicales à la grève générale –exigence qui ainsi n'a pas été portée au congrès du SNES qui vient de s'achever. Aucun parti, aucune organisation, ne combat pour le front unique des syndicats (CGT, FO, FSU), du PS et du PCF, contre le gouvernement UMP Chirac-Raffarin.

S'il existait aujourd'hui dans l'enseignement un regroupement militant combattant consciemment sur cette ligne, la possibilité d'un combat victorieux contre le gouvernement Chirac-Raffarin en serait considérablement facilitée.

Enseignants, personnels, notre Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire, vous invite à en tirer les conséquences: prenez contact avec nous, combattons ensemble.